

MASTER PARCOURS DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Master Droit public des affaires

Le master droit public des affaires est indifférencié mais comporte deux orientations : une orientation "Recherche" et une orientation "Professionnel". Il est possible de changer de parcours à condition de respecter le nombre d'options à suivre dans chaque parcours. Les enseignements sont communs et l'Association des étudiants et anciens étudiants du master est commune aux deux parcours du master.

Infos pratiques

Composante : EDS - Département masters droit public

Durée : 2 ans

Crédits ECTS : 120

Campus : Centre Panthéon

Présentation

Objectifs

L'objectif général de la formation est de proposer aux étudiants une formation spécialisée de haut niveau en droit public des affaires.

Cette branche du droit public connaît de nouveaux développements, non seulement dans le cadre national mais également sous l'influence du droit européen et du droit international.

Elle appréhende la régulation économique, les entreprises du secteur public et les relations contractuelles entre les opérateurs économiques et les personnes publiques (commande publique, contrats immobiliers). Les matières

qui composent le programme permettent de combiner le point de vue de l'action publique et le point de vue des entreprises. Elles impliquent aussi une bonne connaissance du droit privé.

Organisation

Membres de l'équipe pédagogique

Sophie Nicinski

Professeur des universités

Hélène Hoepffner

Professeur des universités

Admission

Conditions d'admission

Le master est ouvert aux étudiants :

- du master 1 droit public des affaires
- des autres masters en droit public et en droit privé
- diplômés des Instituts d'Etudes Politiques
- anciens élèves des grandes écoles
- aux professionnels

justifiant avoir réussi les épreuves de master 1 ou d'un niveau équivalent.

Et après

Poursuite d'études

Le parcours Recherche a pour objet la formation de jeunes chercheurs et contribue au renouvellement de la recherche dans une branche du droit public en pleine expansion en liaison étroite avec le monde économique. Il donne accès à l'attribution d'une allocation de recherche en droit public économique dans le cadre de l'Ecole doctorale selon la procédure d'attribution de celle-ci. Les jeunes docteurs s'orienteront vers les carrières scientifiques et universitaires. Des thèses peuvent également être préparées dans le cadre de contrats CIFRE en entreprise.

Le parcours Professionnel a pour objet de répondre à la demande de spécialistes, tant de la part du secteur privé (cabinet d'avocats ou d'audit, bureaux d'étude, entreprises de réseau, entreprises de travaux publics, etc...) que de la part des administrations, des entreprises publiques ou de service public, des autorités de régulation, des juridictions administratives, ainsi que d'organisations internationales. Environ un tiers des étudiants d'une promotion trouve un emploi avant même la soutenance du rapport de stage. Le parcours Professionnel s'adresse également à des praticiens désireux de reprendre ou de compléter leur formation.

La nouvelle réglementation des études doctorales permet l'inscription en thèse avec un master professionnel. Inversement, de nombreux étudiants titulaires d'un master Recherche se dirigent vers l'entreprise ou une profession libérale.

Programme

Master 1 Droit public des affaires

Semestre 1 M1

UE1 Semestre 1	15 crédits
Droit de la concurrence de l'Union européenne sans TD	33h
Droit de la régulation économique & des services publics	49,5h
Finances publiques approfondies sans TD	33h
Methodologie de la recherche & documentation juridique	9h

UE2 Semestre 1	15 crédits
Choix 2 cours	
Administrations comparées sans TD	33h
Comparative law sans TD	33h
Droit bancaire sans TD	33h
Droit de la protection de la santé sans TD	33h
Droit de l'environnement sans TD	33h
Droit des collectivités territoriales sans TD	33h
Droit fiscal général sans TD	33h
Droit de l'urbanisme	7 crédits 49,5h

Semestre 2 M1

UE1 Semestre 2	15 crédits
Comptabilité & gestion financière publique sans TD	33h
Droit des contrats et marchés publics	49,5h

UE2 Semestre 2	15 crédits
Choix deux cours UE 2	
Droit de l'énergie	33h
Droit des sûretés sans TD	33h
Droit du secteur public concurrentiel (services publics...)	33h
Droit fiscal international	33h
International Contracts	33h
International Law	33h

Interventions économiques des collectivités territoriales	33h
Legal Theory	33h
Préparation aux concours type ENA	33h
Projet personnel	9h
Choix Langue	1 crédits
Anglais juridique	16,5h
Autres langues	
Choix Langue	
Droit économique de l'UE	49,5h

Master 2 Indifférencié Droit public des affaires

Semestre 3 M2

UE1 Semestre 3	19 crédits
Concessions & marchés publics	30h
Droit de la concurrence & des aides d'Etat	21h
Fondement & droit de la régulation économique	30h

UE2 Semestre 3	11 crédits
Aides locales	15h
Analyse économique	15h
Contentieux droit public des affaires	15h
Contrats publics : étude de cas	15h
Droit de l'environnement & de l'urbanisme & activités éco	15h
Droit des contrats publics internationaux	15h
Droit des entreprises & des participations publiques	15h
Droit des propriétés publiques	15h
Droit de l'énergie appliqué au droit public des affaires	15h
Financement de projets	15h
Régulation : étude de cas	15h

Semestre 4 M2

UE1 Stage ou Mémoire Semestre 4	30 crédits
Mémoire	30 crédits
Stage	30 crédits